

ENVOYE A FIN DE NOTIFICATION

LE 25 octobre 2019

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION GRAND SUD-CARAÏBE

(population: 82 330 habitants)

Compte administratif de 2018

Article L. 1612-14-1 du code général des collectivités territoriales

AVIS N° 2019-0112

SAISINES N° 19-53-971.L 1612-14-1

SEANCE DU 3 OCTOBRE 2019

LA CHAMBRE REGIONALE DES COMPTES DE GUADELOUPE

- VU, le code général des collectivités territoriales ;
- VU, le code des juridictions financières ;
- **VU,** l'arrêté du préfet de la Guadeloupe en date du 28 mai 2018 portant délégation de signature à Mme Virginie KLES, secrétaire générale de la préfecture ;
- **VU,** la lettre en date du 14 juin 2019, enregistrée au greffe de la chambre le 17 juin 2019, par laquelle le préfet de la Guadeloupe a saisi la chambre régionale des comptes du compte administratif de 2018 de la communauté d'agglomération Grand Sud-Caraïbe ;
- **VU,** la lettre en date du 4 juillet 2019, par laquelle le président de la chambre régionale des comptes a invité le président de l'établissement de coopération intercommunale à présenter ses observations ;
- VU, les réponses et documents communiqués par l'ordonnateur, le comptable, ensemble les pièces du dossier ;

Après avoir entendu M. STEFANIZZI, premier conseiller, en son rapport;

EMET L'AVIS SUIVANT,

CONSIDERANT que le préfet de la Guadeloupe a saisi la chambre régionale des comptes en raison du déficit excessif du compte administratif de 2018 de la communauté

d'agglomération Grand Sud-Caraïbe qui semble s'élever à 10 883 689,18 €, soit 21,22 % des recettes réelles de fonctionnement, pour qu'elle constate le déficit réel et, s'il est supérieur à 5 % des recettes de fonctionnement, pour qu'elle propose les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire ;

I. SUR LA RECEVABILITE DE LA SAISINE

CONSIDERANT que la saisine a été signée par le secrétaire général de la préfecture, Mme Virginie KLES, « *pour le préfet et par délégation* » ;

CONSIDERANT que le préfet de la Guadeloupe a délégué sa signature à la secrétaire générale de la préfecture, Mme Virginie KLES, par arrêté 28 mai 2018 publié au recueil des actes administratifs de la préfecture le 29 mai 2018 ; que, dès lors, la signataire a qualité pour saisir la chambre du budget ;

CONSIDERANT qu'aux termes de l'article L. 1612-14, alinéa 1, du code général des collectivités territoriales (CGCT) « lorsque l'arrêté des comptes des collectivités territoriales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal à 10 % des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et 5 % pour les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'État, propose à la collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans un délai d'un mois à compter de cette saisine » ;

CONSIDERANT que, dans sa lettre de saisine, le préfet de la Guadeloupe fait état d'un déficit de 21,22 % des recettes réelles de la section de fonctionnement, supérieur au seuil de 5 % fixé par l'article L. 1612-14, alinéa 1, précité; qu'ainsi, la saisine est recevable;

II. SUR LE COMPTE ADMINISTRATIF DE 2018

II. A. Sur le déficit apparent du compte administratif voté

CONSIDERANT que le conseil communautaire de Grand Sud-Caraïbe, lors de sa séance du 23 mai 2019, a arrêté les comptes du budget principal de la communauté d'agglomération pour l'exercice 2018 avec un résultat global de clôture déficitaire de 5 164 279,30 €, déterminé comme il suit :

Tableau n°1:	Compte administratif de 2018 du budget principal, voté (en euro	s)

	Réalisé	Rattachements	ttachements Total Restes à		Total				
Section de fonctionnement									
Recettes	39 214 819,79	103 719,00	39 318 538,79	0,00	39 318 538,79				
Dépenses	39 705 768,88	910 752,27	40 616 521,15	2 260 584,44	42 877 105,59				
Résultat de l'exercice	-490 949,09	-807 033,27	-1 297 982,36	-2 260 584,44	-3 558 566,80				
Résultat n-1	-2 477 867,11		-2 477 867,11	-2 477 867,11	-2 477 867,11				
Résultat cumulé	-2 968 816,20	-807 033,27	-3 775 849,47	-4 738 451,55	-6 036 433,91				

Section d'investissement									
Recettes	768 350,73		768 350,73	217 905,67	986 256,40				
Dépenses	1 445 768,06		1 445 768,06	108 538,03	1 554 306,09				
Résultat de l'exercice	-677 417,33		-677 417,33	109 367,64	-568 049,69				
Résultat n-1	1 440 204,30		1 440 204,30	1 440 204,30	1 440 204,30				
Résultat cumulé	762 786,97		762 786,97	1 549 571,94	872 154,61				
Résultat global de clôture -2 206 029,23 -807 033,27 -3 013 062,50 -3 188 879,61 -5 164 279									

Sources : CAGSC

CONSIDERANT qu'il a également arrêté les comptes de 2018 des budgets annexes, ainsi qu'il suit :

Tableau n°2 : Compte administratif de 2018 du budget annexe « Eau », voté (en euros)

	Réalisé	Réalisé Rattachements		Restes à réaliser	Total					
Section d'exploitation										
Recettes	-11 164 065,38	15 563 523,65	4 399 458,27	1 235 923,95	5 635 382,22					
Dépenses	7 160 023,60	3 440 748,50	10 600 772,10	0,00	10 600 772,10					
Résultat de l'exercice	-18 324 088,98	12 122 775,15	-6 201 313,83	1 235 923,95	-4 965 389,88					
Résultat n-1	-8 330 842,39		-8 330 842,39		-8 330 842,39					
Résultat cumulé	-26 654 931,37	12 122 775,15	-14 532 156,22	1 235 923,95	-13 296 232,27					
	:	Section d'investis	sement							
Recettes	1 183 663,55		1 183 663,55	1 275 280,27	2 458 943,82					
Dépenses	1 471 737,27		1 471 737,27	297 822,52	1 769 559,79					
Résultat de l'exercice	-288 073,72		-288 073,72	977 457,75	689 384,03					
Résultat n-1	570 489,41		570 489,41		570 489,41					
Résultat cumulé	282 415,69		282 415,69	977 457,75	1 259 873,44					
Résultat global de clôture	-26 372 515,68	12 122 775,15	-14 249 740,53	2 213 381,70	-12 036 358,83					

Sources : CAGSC

Tableau n°3 : Compte administratif de 2018 du budget annexe « Assainissement », voté (en euros)

	Réalisé	Rattachements	Total	Restes à réaliser	Total				
Section d'exploitation									
Recettes	-2 546 476,44	5 626 409,18	3 079 932,74	347 824,80	3 427 757,54				
Dépenses	1 806 778,18	316 607,66	2 123 385,84	0,00	2 123 385,84				
Résultat de l'exercice	-4 353 254,62	5 309 801,52	956 546,90	347 824,80	1 304 371,70				
résultat n-1	1 314 468,71		1 314 468,71		1 314 468,71				
Résultat cumulé	-3 038 785,91	5 309 801,52	2 271 015,61	347 824,80	2 618 840,41				

Section d'investissement									
Recettes	974 736,30		974 736,30	151 745,60	1 126 481,90				
Dépenses	1 625 610,47		1 625 610,47	2 019 038,53	3 644 649,00				
Résultat de l'exercice	-650 874,17		-650 874,17	-1 867 292,93	-2 518 167,10				
résultat n-1	2 027 115,35		2 027 115,35	2 027 115,35	2 027 115,35				
Résultat cumulé	1 376 241,18		1 376 241,18	159 822,42	- 491 051,75				
Résultat global de clôture -1 662 544,73 5 309 801,52 3 647 256,79 507 647,22 2 127 788,									

Sources : CAGSC

Tableau n°4: Compte administratif de 2018 du budget annexe « *Transport* », voté (en euros)

	Réalisé	Rattachements	Total	Restes à réalise	Total						
Section d'exploitation											
Recettes	4 469 566,73	0,00	4 469 566,73	206 256,73	4 675 823,46						
Dépenses	2 759 215,58	502 669,44	3 261 885,02	0,00	3 261 885,02						
Résultat de l'exercice	1 710 351,15	-502 669,44	1 207 681,71	206 256,73	1 413 938,44						
résultat n-1	2 366 760,42		2 366 760,42		2 366 760,42						
Résultat cumulé	4 077 111,57	-502 669,44	3 574 442,13	206 256,73	3 780 698,86						
	Se	ection d'investissem	ent								
Recettes	41 350,00		41 350,00	0,00	41 350,00						
Dépenses	89 423,57		89 423,57	11 070,42	100 493,99						
Résultat de l'exercice	-48 073,57		-48 073,57	-11 070,42	-59 143,99						
résultat n-1	162 796,96		162 796,96		162 796,96						
Résultat cumulé	114 723,39		114 723,39	-11 070,42	103 652,97						
Résultat global de clôture	4 191 834,96	-502 669,44	3 689 165,52	195 186,31	3 884 351,83						

Sources : CAGSC

Tableau n°5 : Compte administratif de 2018 du budget annexe « *Irrigation* », voté (en euros)

	Réalisé	Rattachements	Total	Restes à réaliser	Total
	Se	ction d'exploitat	ion		
Recettes	-137 643,56	163 251,42	25 607,86	29 344,81	54 952,67
Dépenses	85 990,76	25 762,53	111 753,29	0,00	111 753,29
Résultat de l'exercice	-223 634,32	137 488,89	-86 145,43	29 344,81	-56 800,62
résultat n-1	224 805,97		224 805,97		224 805,97
Résultat cumulé	1 171,65	137 488,89	138 660,54	29 344,81	168 005,35

Section d'investissement											
Recettes	0,00		0,00	0,00	0,00						
Dépenses	0,00		0,00	0,00	0,00						
Résultat de l'exercice	0,00		0,00	0,00	0,00						
résultat n-1	136 803,11		136 803,11		136 803,11						
Résultat cumulé	136 803,11		136 803,11	0,00	136 803,11						
Résultat global de clôture 137 974,76 137 488,89 275 463,65 29 344,81 304 808,4											

Sources: CAGSC

CONSIDERANT qu'ainsi, le résultat global de clôture consolidé voté semble déficitaire de 12 910 804,53 €, montant représentant 24,89 % des recettes de fonctionnement ;

II. B. Sur le déficit réel

CONSIDERANT que le compte administratif est concordant avec le compte de gestion ;

CONSIDERANT que les restes à réaliser correspondent, selon la définition de l'article R. 2311-11 du code général des collectivités territoriales :

- en dépenses de fonctionnement, à l'ensemble des dépenses engagées non mandatées pour lesquelles le service n'a pas été réalisé au 31 décembre de l'exercice et, en dépenses d'investissement, à l'ensemble des dépenses engagées et non mandatées au 31 décembre de l'exercice ;
- en recettes, à celles juridiquement certaines qui n'ont pas donné lieu à l'émission d'un titre de recettes avant le 31 décembre de l'exercice ;

CONSIDERANT qu'il appartient à la chambre de vérifier les restes à réaliser de chaque budget pour calculer le déficit réel du compte administratif de 2018 ;

II. B. 1. Sur le déficit réel du budget principal

CONSIDERANT que la CAGSC a arrêté le montant des restes à réaliser en dépenses de fonctionnement à 2 260 584,44 € et en dépenses d'investissement à 108 538,03 € ; que ces montants n'appellent pas d'observation ;

CONSIDERANT que la CAGSC a arrêté le montant des restes à réaliser en recettes d'investissement à 217 905,67 € dans l'attente du versement du FCTVA de 2017 ; que le montant des dépenses éligibles figurant au compte administratif de 2017 s'élève à 310 931,34 € ; qu'il s'ensuit une créance de TVA de 51 005,18 € à percevoir sur l'exercice 2018 ; qu'en conséquence, le montant des restes à réaliser de recettes d'investissement doit être diminué de 166 000 € à 51 005,18 € ;

CONSIDERANT, en conséquence, que le résultat réel du compte administratif de 2018 du budget principal s'élève à $-5331179,79 \in \text{dont} -6036433,91 \in \text{en}$ section de fonctionnement, calculé comme il suit :

Tableau n°6 : Compte administratif de 2018 du budget principal corrigé (en euros)

	Réalisé, y compris rattachements	Restes à réaliser	Total	Corrections CRC	RAR corrigés	Total
		Section de fo	onctionnement			
Recettes	39 318 538,79	0,00	39 318 538,79	0,00	0,00	39 318 538,79
Dépenses	40 616 521,15	2 260 584,44	42 877 105,59	0,00	2 260 584,44	42 877 105,59
Résultat de l'exercice	-1 297 982,36	-2 260 584,44	-3 558 566,80	0,00	-2 260 584,44	-3 558 566,80
résultat n-1	-2 477 867,11		-2 477 867,11			-2 477 867,11
Résultat cumulé	-3 775 849,47	-2 260 584,44	-6 036 433,91	0,00		-6 036 433,91
		Section d'in	nvestissement			
Recettes	768 350,73	217 905,67	986 256,40	-166 900,49	51 005,18	819 355,91
Dépenses	1 445 768,06	108 538,03	1 554 306,09	0,00	108 538,03	1 554 306,09
Résultat de l'exercice	-677 417,33	109 367,64	-568 049,69	-166 900,49	-57 532,85	-734 950,18
Résultat n-1	1 440 204,30		1 440 204,30			1 440 204,30
Résultat cumulé	762 786,97	109 367,64	872 154,61	-166 900,49		705 254,12
Résultat global de clôture	-3 013 062,50	-2 151 216,80	-5 164 279,30	-166 900,49		-5 331 179,79

Sources: CRC

II. B. 2. Sur le déficit réel du budget annexe « Eau »

CONSIDERANT que la CAGSC maîtrise imparfaitement la technique du rattachement des produits à l'exercice, les titres émis sur l'exercice suivant n'étant pas rapprochés des titres rattachés, ce qui engendre des exécutions négatives et fausse le résultat réel ; qu'une régularisation sera réalisée par la chambre au budget de 2019 ;

CONSIDERANT que le solde de 2018 de la redevance due à l'Office de l'eau s'élève à 955 778 €; qu'il n'a pas été rattaché à l'exercice; qu'il convient donc de l'inscrire en restes à réaliser de dépenses d'exploitation au chapitre 011 « *Charges à caractère général* »; qu'ainsi, le montant des restes à réaliser de dépenses d'exploitation s'élève à 955 778 €;

CONSIDERANT que la CAGSC a arrêté les restes à réaliser de recettes d'exploitation à 1 235 929,95 € ; que ce montant n'appelle pas d'observation ;

CONSIDERANT que la CAGSC a arrêté les restes à réaliser en recettes d'investissement à 1 275 280,27 € et en dépenses d'investissement à 297 822,52 € ; que ces montants n'appellent pas d'observation ;

CONSIDERANT, en conséquence, que le résultat réel du compte administratif de 2018 du budget annexe « *Eau* » s'élève à -12 992 136,83 € dont − 14 252 010,27 € en section d'exploitation, calculé comme il suit :

Tableau n°7 : Compte administratif de 2018 du budget annexe « Eau » corrigé (en euros)

	Réalisé, y compris rattachements	Restes à réaliser	Total	Corrections CRC	RAR corrigés	Total				
	Section de fonctionnement									
Recettes	4 399 458,27	1 235 923,95	5 635 382,22	0,00	1 235 923,95	5 635 382,22				
Dépenses	10 600 772,10		10 600 772,10	955 778,00	955 778,00	11 556 550,10				
Résultat de l'exercice	-6 201 313,83	1 235 923,95	-4 965 389,88	-955 778,00	280 145,95	-5 921 167,88				
Résultat n-1	-8 330 842,39		-8 330 842,39			-8 330 842,39				
Résultat cumulé	-14 532 156,22	1 235 923,95	-13 296 232,27	-955 778,00		-14 252 010,27				
		Section d'i	nvestissement							
Recettes	1 183 663,55	1 275 280,27	2 458 943,82	0,00	1 275 280,27	2 458 943,82				
Dépenses	1 471 737,27	297 822,52	1 769 559,79	0,00	297 822,52	3 311 556,37				
Résultat de l'exercice	-288 073,72	977 457,75	689 384,03	0,00	977 457,75	689 384,03				
Résultat n-1	570 489,41		570 489,41			570 489,41				
Résultat cumulé	282 415,69	977 457,75	1 259 873,44	0,00		1 259 873,44				
Résultat global de clôture	-14 249 740,53	2 213 381,70	-12 036 358,83	-955 778,00		-12 992 136,83				

Sources : chambre régionale des comptes

II. B. 3. Sur le déficit réel du budget annexe « Assainissement »

CONSIDERANT que, comme pour le budget de l'eau, l'imparfaite maîtrise du rattachement des produits à l'exercice conduit à minorer le montant total des produits comptabilisés sur l'exercice ; qu'une régularisation sera proposée au budget de 2019 ;

CONSIDERANT que la CAGSC a arrêté les restes à réaliser, en recettes d'exploitation à 347 824,80 \in , en recettes d'investissement à 151 745,60 \in et en dépenses d'investissement à 2 019 038,53 \in ; que ces montants n'appellent pas d'observation ;

CONSIDERANT, en conséquence, que le résultat réel du compte administratif de 2018 du budget annexe « *Assainissement* » s'élève à 2 127 788,66 €, laissant apparaître un besoin de financement d'investissement de 491 051,75 €, résultats identiques à ceux votés ;

II. B. 4. Sur le résultat réel des budgets annexe « Transport » et « Irrigation »

CONSIDERANT que les comptes administratifs de ces deux budgets annexes n'appellent pas d'observation ;

II. B. 5. Sur le déficit consolidé du compte administratif de 2018 de la CAGSC

CONSIDERANT que le déficit réel du compte administratif de 2018 de la CAGSC, après consolidation des résultats globaux de son budget principal et de ses budgets annexes, s'élève à 13 548 364,25 \in et représente 26,4 % des recettes de fonctionnement ; qu'il comporte un déficit de 6 036 433,91 \in sur la section de fonctionnement du budget principal et un déficit de 14 252 010,27 \in sur la section d'exploitation du budget annexe « *Eau* », valeurs traduisant une situation financière très dégradée ;

III. SUR LA SITUATION FINANCIERE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION ET SUR L'ORIGINE DU DEFICIT

CONSIDERANT qu'au vu des comptes administratifs des années antérieures, même non vérifiés par la chambre, la situation financière de la CAGSC se dégrade ;

III. A. Sur la situation financière de la CAGSC

CONSIDERANT qu'au 31 décembre 2018, avant correction du compte administratif par la chambre, l'excédent brut de fonctionnement du budget principal (écart entre les recettes et les dépenses de fonctionnement courant) était négatif de près de 600 000 € ; que la capacité d'autofinancement brute, c'est-à-dire la capacité à dégager de l'épargne grâce à au fonctionnement courant, destinée à couvrir l'annuité en capital des emprunts et tout ou partie des dépenses d'investissement, était négative de près de 700 000 € ; qu'après remboursement de cette annuité, la capacité d'autofinancement nette était négative de 0,8 M€ ; que le fonds de roulement, c'est-à-dire le cumul des excédents et des déficits masqués, négatif de 3 M€, s'ajoutait au besoin en fonds de roulement de gestion 22,1 M€, engendrant un délai de paiement moyen des fournisseurs supérieur à 427 jours ;

CONSIDERANT qu'ainsi, indépendamment des corrections apportées par la chambre, les comptes démontrent que la CAGSC ne pouvait plus, du fait de l'excédent de ses charges sur ses recettes de fonctionnement, dégager de ressources lui permettant de financer des investissements et de respecter le délai de paiement réglementaire de 30 jours ;

CONSIDERANT que, s'agissant du budget annexe « *Eau* », le constat est encore plus grave :

- l'excédent brut d'exploitation est négatif de 5,5 M€, c'est-à-dire qu'il manque chaque année ce montant pour permettre un fonctionnement normal du service ;
- le fonds de roulement est négatif de 14,3 M€, c'est-à-dire que, depuis sa création en 2014, la CAGSC a accumulé une perte de ce montant ;
- le cumul de ces deux facteurs, depuis 2009 au moins, rend la trésorerie de la CAGSC fortement négative (fin 2018, il manquait 79,5 M€ pour payer les fournisseurs);
- en conséquence, le délai moyen de paiement des fournisseurs du budget annexe « Eau » est de 660 jours ;

III. B. Sur l'origine des déficits des sections de fonctionnement et d'exploitation

CONSIDERANT que le déficit de 6 M€ du budget principal provient du cumul, depuis au moins 2015, d'un excédent de 1,5 M€ des charges annuelles sur les recettes qui, pourtant, ont augmenté de 5,7 M€ depuis 2014, passant de 25,1 M€ à 30,8 M€;

CONSIDERANT que la dégradation financière provient de la progression rapide des charges, en particulier de celles de personnel dont le montant est passé de 8,8 M€ en 2014 à 12,7 M€ en 2018, soit une augmentation supérieure à 50 % en quatre ans, résultante de la politique des ressources humaines mise en place depuis plusieurs années : durée du travail très inférieure à la durée légale, recrutements de nombreux agents d'exécution sans

qu'il s'agisse de répondre à des besoins identifiés, régime indemnitaire qui ne récompense pas l'engagement professionnel ni le résultat ;

CONSIDERANT qu'il en a été de même avec les charges à caractère général, en particulier celles issues des contrats avec les entreprises, dont les montants annuels passent de 10,1 M€ en 2014 à 17,0 M€ en 2018, en raison principalement de l'insincérité constituée par le report de certaines charges d'un exercice sur l'autre depuis 2014 ;

CONSIDERANT que le déficit d'exploitation du budget annexe « *Eau* », de 14,2 M€, résulte à la fois du retard de facturation dû à des déménagements successifs non préparés, de l'imparfaite maîtrise de la technique du rattachement des produits à l'exercice, de la faiblesse de la redevance qui ne couvre que la moitié des charges d'exploitation, et du nombre très élevé d'agents (112) qui correspond à un service de 220 000 abonnés alors que le service d'eau de la CAGSC n'en compte que 25 663 au 5 août 2019 ;

III. C. Sur le manque de trésorerie de 79,5 M€

CONSIDERANT que l'accumulation des déficits ci-dessus depuis au moins 2009, aggravée par l'absence d'émission des titres de recettes pour l'eau et l'assainissement ont conduit à un manque de trésorerie de 79,5 M€ fin 2018, empêchant le paiement des fournisseurs de la CAGSC à hauteur de ce montant ;

CONSIDERANT que ce déficit ne pourra être résorbé en sept années qu'à la double condition que la collectivité parvienne à dégager davantage de recettes que de dépenses, et que cet excédent soit pérenne ;

IV. SUR L'EVOLUTION DE LA SITUATION FINANCIERE SANS MESURE DE REDRESSEMENT

CONSIDERANT que l'extrapolation des comptes de la CAGSC avec les paramètres connus à ce jour permet de mesurer l'impasse financière dans laquelle elle se trouve, son déficit consolidé de fonctionnement atteignant près de 47 M€ en 2021 ;

Tableau n°8 : Evolution du déficit global de fonctionnement sans mesure de redressement (en euros)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026
Budget principal	-9 905 864	-13 999 212	-18 240 220	-22 630 662	-27 172 331	-31 142 040	-35 266 627	-39 547 950
Eau	-21 758 556	-25 592 240	-29 500 244	-33 483 460	-37 542 791	-41 679 150	-45 893 461	-50 186 661
Assainissement	-1 247 477	-261 472	710 215	1 667 410	2 609 941	3 537 630	4 450 301	5 347 770
Transport	0	0	0	0	0	0	0	0
Irrigation	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
Total	-32 811 897	-39 752 923	-46 930 249	-54 346 712	-62 005 181	-67 183 559	-76 609 787	-84 286 842

Sources : CRC d'après les budgets de 2019 corrigés par la chambre

V. SUR LES MESURES DE REDRESSEMENT NECESSAIRES AU RETOUR A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE

CONSIDERANT que, conformément aux dispositions du premier alinéa de l'article L. 1612-14 du CGCT, il appartient à la chambre de proposer à la commune les mesures

nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire ; que, selon l'article R. 1612-21 de ce même code, ces propositions ne peuvent porter que sur des mesures dont la réalisation relève de la seule responsabilité de la collectivité ;

CONSIDERANT que le plan de redressement porte sur le budget principal et le budget annexe « *Eau* » ; que la CAGSC doit mettre en place, dès 2019, les mesures de redressement suivantes pour revenir à l'équilibre budgétaire, au plus tard le 31 décembre 2024 ;

V. A. Sur les mesures constituant le plan de redressement à mettre en œuvre sur le budget principal

CONSIDERANT que les lignes directrices suivantes sont de nature à redresser la situation financière de la CAGSC et à lui permettre de retrouver des marges de gestion :

- une forte diminution des charges de fonctionnement appuyée sur :
 - . la diminution du train de vie (- 100 000 €) et en particulier la baisse de 30 % des indemnités des élus dès 2019 ;
 - . la maîtrise des charges à caractère général et de celles de gestion courantes ;
 - le non remplacement des agents partant à la retraite, l'arrêt de nouveaux recrutements de catégorie C (-3,0 M€ de 2019 à 2024) et la suppression à compter du 1^{er} janvier 2020 de la surrémunération de 40 % (-2,1 M€ par an), le temps de rétablir la situation financière, soit au moins jusqu'en 2024;
 - la suppression du paiement irrégulier des rémunérations en l'absence de service fait, comme c'est le cas des jours de grève, par exemple ;
- la poursuite de l'accroissement des ressources, appuyée sur :
 - . soit, la hausse de 12,53 %, dès 2019, des taux d'imposition locale afin d'augmenter le produit fiscal de 1,674 M€ de manière pérenne ;
 - . soit, la hausse de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) de même montant, ce service étant couvert à hauteur de 7 M€ par de la fiscalité directe ;
 - soit, une hausse de l'ensemble de ces taxes de manière à obtenir un produit fiscal supplémentaire pérenne de 1,674 M€;

V. B. Sur l'impact de ces mesures sur le rétablissement de l'équilibre budgétaire du budget principal

CONSIDERANT que les charges peuvent diminuer à partir de 2019 et être plafonnées à partir de 2020, pour absorber les mesures de correction du compte administratif sur cinq années ;

CONSIDERANT que le chapitre 011 « *Charges à caractère général* » devra progressivement diminuer ;

CONSIDERANT que le chapitre 012 « *Charges de personnel et frais assimilés* » devra diminuer à mesure du non remplacement des départs et de la réorganisation des services résultant de la mise en œuvre du temps de travail réglementaire ;

CONSIDERANT que le chapitre 65 « *Autres charges de gestion courante* » devra diminuer progressivement, notamment par la diminution de 30 % des indemnités des élus ;

CONSIDERANT que l'évolution du chapitre 66 « *Charges financières* » suit les tableaux d'amortissement et que le recours à l'emprunt, eu égard à la capacité d'autofinancement brute négative, n'est pas envisageable ;

CONSIDERANT que les dépenses de fonctionnement peuvent être réduites progressivement comme indiqué dans le tableau ci-dessous ;

Tableau n°9 : Proposition de plafonnement des dépenses de fonctionnement 2018-2024 (en millions d'euros)

Chap.	Libellé	2019	2020	2021	2022	2023	2024
011	Charges à caractère général	19,6	19,3	19,0	19,0	19,0	19,0
012	Charges de personnel et frais assimilés	12,2	9,7	9,2	8,8	8,4	8,0
65	Autres charges de gestion courante (sauf 656)	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7	0,7
66	Charges financières	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04	0,04
68	Dotations aux provisions	1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,00
	Plafond prévisionnel des dépenses de fonctionnement, hors amortissement et charges exceptionnelles		40,1	39,2	38,8	38,4	37,2

Source : chambre régionale des comptes

CONSIDERANT que le produit fiscal, composé de celui des quatre taxes et de celui de la TEOM, devra augmenter sans préjudice de l'évolution des bases, comme indiqué dans le tableau ci-dessous ;

Tableau n°10: Proposition d'évolution du produit fiscal (en euros)

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Produit fiscal	31 197 940	31 197 940	31 197 940	31 197 940	31 197 940	31 197 940
dont produit des quatre taxes	13 600 079	13 600 079	13 600 079	13 600 079	13 600 079	13 600 079
dont produit de la TEOM	14 914 390	14 914 390	14 914 390	14 914 390	14 914 390	14 914 390

Source : chambre régionale des comptes d'après état 1259 de la CAGSC

CONSIDERANT que le caractère suffisant de cette hausse fiscale suppose la suppression de la surrémunération de 40 % attribuée par la CAGASC à ses agents ; qu'à défaut, l'évolution du produit fiscal devra augmenter sans préjudice de l'évolution des bases, comme indiqué dans le tableau ci-dessous, soit une hausse des taux de 23,58 % ;

Tableau n°11: Proposition d'évolution du produit fiscal (en euros) en cas de maintien de la surrémunération indiciaire

	2019	2020	2021 2022		2023	2024	
Produit fiscal	33 314 940	33 314 940	33 314 940	33 314 940	33 314 940	33 314 940	
dont produit des quatre taxes	15 717 079	15 717 079	15 717 079	15 717 079	15 717 079	15 717 079	
dont produit de la TEOM	14 914 390	14 914 390	14 914 390	14 914 390	14 914 390	14 914 390	

Source : chambre régionale des comptes

V. C. Sur la trajectoire du budget principal résultant des mesures de redressement

CONSIDERANT que la mise en œuvre des mesures de redressement ci-dessus dès 2019 doit permettre le retour à l'équilibre budgétaire au plus tard le 31 décembre 2024 selon la trajectoire suivante, les deux variables d'ajustement étant la fiscalité locale et la suppression de la surrémunération :

Tableau n°12: Trajectoire de redressement du budget principal (en euros)

		2019	2020	2021	2022	2023	2024			
	Recettes de fonctionnement									
013	Atténuations de charges	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000			
70	Produits services, domaines et vtes	12 150	1 250	1 250	1 250	1 250	1 250			
73	Impôts et taxes	31 197 940	31 197 940	31 197 940	31 197 940	31 197 940	31 197 940			
74	Dotations et participations	8 498 007	8 498 007	8 498 007	8 498 007	8 498 007	8 498 007			
75	Autres produits de gestion courante	21 600	21 600	21 600	21 600	21 600	21 600			
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0			
77	Produits exceptionnels	62 165	0	0	0	0	0			
042	Opér. d'ordre transf. entre sections	642 863	642 863	642 863	642 863	642 863	642 863			
002	Excédent reporté									
	Total	40 470 725	40 397 660	40 397 660	40 397 660	40 397 660	40 397 660			
		Dépenses d	le fonctionne	ment						
011	Charges à caractère général	19 608 584	19 300 000	19 000 000	19 000 000	19 000 000	19 000 000			
012	Charges de personnel	12 159 196	9 729 106	9 212 521	8 806 071	8 361 744	7 912 085			
014	Atténuations de produits	8 142 797	8 142 797	8 142 797	8 142 797	8 142 797	8 142 797			
65	Autres charges de gestion courantes	746 241	746 241	746 241	746 241	746 241	746 241			
66	Charges financières	41 181	40 000	40 000	40 000	40 000	40 000			
67	Charges exceptionnelles	1 347 405	700 000	700 000	700 000	700 000	700 000			
68	Dotations aux provisions	1 612 649	0	0	0	0	0			
023	Viremt à la section d'investissement	0	0	0	0	0	0			
042	Opér. d'ordre transf. entre sections	1 278 528	1 400 000	1 400 000	1 400 000	1 400 000	675 000			
002	Déficit reporté									
	Total	44 936 581	40 058 144	39 241 559	38 835 109	38 390 782	37 216 123			
Résu	ltat exercice	-4 465 857	339 516	1 156 101	1 562 551	2 006 878	3 181 537			
Résu	ltat cumulé	-8 241 706	-7 902 191	-6 746 089	-5 183 538	-3 176 660	4 877			

Sources : chambre régionale des comptes

V. D. Sur la mesure constituant le plan de redressement à mettre en œuvre pour rétablir l'équilibre du budget annexe « Eau » et la trajectoire en résultant

CONSIDERANT que la seule mesure de nature à permettre le retour à l'équilibre du budget annexe « *Eau* » consiste à majorer la redevance de l'eau de 197 % à compter du 1^{er} janvier 2020 ;

CONSIDERANT que la mise en œuvre de cette mesure de redressement ci-dessus dès 2019 doit permettre le retour à l'équilibre budgétaire au plus tard le 31 décembre 2024 selon la trajectoire suivante :

Tableau n°13 : Trajectoire de redressement du budget annexe « Eau »

		2019	2020	2021	2022	2023	2024
	Recettes d'exploitation						
013	Atténuations de charges	119 728,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00	100 000,00
70	Produits services, domaines et vtes	10 965 540,93	17 026 710,00	17 026 710,00	17 026 710,00	17 026 710,00	17 026 710,00
74	Dotations et participations	450 000,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00	450 000,00
75	Autres produits de gestion courante	493 705,00	493 705,00	493 705,00	493 705,00	493 705,00	493 705,00
77	Produits exceptionnels	8 000,00					
042	Opér. d'ordre transf. entre sections	909 497,00	909 497,00	909 497,00	909 497,00	909 497,00	909 497,00
002	Excédent reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total		12 946 470,93	18 979 912,00	18 979 912,00	18 979 912,00	18 979 912,00	18 979 912,00
	Charges d'exploitation						
011	Charges à caractère général	11 858 169,00	7 000 000,00	7 000 000,00	7 000 000,00	7 000 000,00	7 000 000,00
012	Charges de personnel	6 119 914,00	6 193 352,97	6 267 673,20	6 342 885,28	6 418 999,91	6 496 027,90
014	Atténuations de produits						
65	Autres charges de gestion courantes						
66	Charges financières	205 118,00	205 118,00	205 118,00	205 118,00	205 118,00	205 118,00
67	Charges exceptionnelles	496 158,55					
68	Dotations aux provisions	442 095,86					
042	Opér. d'ordre transf. entre sections	1 051 415,00	1 051 415,00	1 051 415,00	1 051 415,00	1 051 415,00	1 051 415,00
002	Déficit reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total		20 172 870,41	14 449 885,97	14 524 206,20	14 599 418,28	14 675 532,91	14 752 560,90
Résultat de chaque exercice		-7 226 399,48	4 530 026,03	4 455 705,80	4 380 493,72	4 304 379,09	4 227 351,10
Résu	ıltat cumulé	-21 758 555,70	-17 228 529,67	-12 772 823,87	-8 392 330,15	-4 087 951,06	139 400,04

Sources : chambre régionale des comptes

CONSIDERANT que l'ensemble des corrections et des propositions ont fait l'objet, au cours de l'instruction, de la contradiction prévue par les normes professionnelles des juridictions financières à l'article VI-17;

CONSIDERANT que les artifices comptables utilisés au cours des années passées par la CAGSC (défaut d'amortissements réels, recettes insincères) ont fortement contribué à la placer dans la situation sinistrée qu'elle connaît aujourd'hui ; qu'il convient donc qu'elle se détourne de ces pratiques ; que la réalisation du plan de redressement budgétaire constitue la condition impérative de la résorption du déficit de trésorerie ;

CONSIDERANT que la poursuite de la procédure prévue par l'article L. 1612-14 du CGCT permettra à la chambre de suivre, chaque année, la mise en œuvre par la commune des mesures nécessaires au respect de cet échéancier et au rétablissement de l'équilibre budgétaire ;

PAR CES MOTIFS,

- 1) **DECLARE** recevable la saisine du préfet ;
- 2) CONSTATE qu'après vérification de la sincérité des restes à réaliser, le résultat global de clôture du compte administratif de 2018 de la communauté d'agglomération Grand Sud-Caraïbe est un déficit de 13 548 364,25 € représentant 26,4 % des recettes de fonctionnement ;
- 3) CONSTATE en outre un déficit de trésorerie à hauteur de 79,5 M€;
- 4) PROPOSE à la CAGSC les mesures de redressement ci-dessus présentées, lesquelles seront à appliquer au cours des exercices 2019-2024;
- **DEMANDE** à la CAGSC de voter le compte administratif de 2019 avant le budget primitif de 2020 ;
- 6) RAPPELLE qu'en application de l'article L. 1612-19 du code général des collectivités territoriales, « les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'Etat » ;
- 7) **DEMANDE** en conséquence à la collectivité de faire connaître à la chambre la date de cette réunion et de l'accomplissement de cette obligation ;
- 8) RAPPELLE au préfet de Guadeloupe que le budget primitif 2020 de la CAGSC devra être transmis à la chambre en application de l'article L. 1612-14, 2^e alinéa, du code général des collectivités territoriales;
- 9) DIT que le présent avis sera notifié au préfet de la Guadeloupe, au président de la CAGSC et au directeur régional des finances publiques ;

Délibéré par la chambre régionale des comptes de Guadeloupe, en sa séance du 3 octobre 2019.

Présents:

- M. COLCOMBET, président de chambre, président de séance,
- MM. PARTOUCHE, PAPOUSSAMY, PELISSON, premiers conseillers,
- M. STEFANIZZI, premier conseiller, rapporteur.

Le président de séance

Yves COLCOMBET

La greffière de séance,

Martine AZARES